

# la nouvelle lettre

Directeur de la publication : J. GARELLO  
Commission Paritaire 63570

N° 758 – 21 Juin 2003

Hebdomadaire 1 €

## EDITORIAL

### ECHOUES SUR LA GREVE

*Je ne veux pas suggérer que la grève ait été un échec. Les grévistes, toutes catégories confondues, ont en effet remporté plusieurs succès.*

*Le premier est d'avoir fait reporter aux calendes grecques la réforme FERRY. Ce n'est pas grand-chose puisqu'il s'agissait d'un amendement bénin, mais c'est un symbole : touchez pas au mammoth. Un deuxième succès est d'avoir rendu plus difficile encore la communication entre le gouvernement et le pays sur la réforme des retraites. Même si le Parlement est sur le point de voter le projet Fillion, celui-ci –qui n'était pas très attractif au départ– ressortira de la mêlée avec quelques bosses, sinon défiguré.*

*Enfin et surtout la gauche pure et dure a pu montrer toute la puissance et la nuisance de son pouvoir émeutier. Succès : le pays paralysé, les usagers pris en otages, la production bloquée, le chômage au plus haut depuis 1993. Succès encore : la mobilisation du peuple des enseignants, et autres salariés du secteur public : le front du refus a été solide.*

*La question que je me pose est celle-ci : ces grèves annoncent-elles une rentrée fracassante, comme le prévoit le brave Bernard THIBAUT, ou ont-elles été le chant du cygne ?*

*Chat du cygne : les derniers grévistes semblaient rompus de fatigue. Il leur fallait songer maintenant à partir en vacances, les fonctionnaires, notamment dans l'Education Nationale, considèrent l'été comme un droit social. Droit social aussi l'annulation des retenues sur les jours de grève. Monsieur ASCHIERI, à la tête de la FSU, a commenté la décision du gouvernement d'appliquer la loi sur les jours de grève : « Cela ne s'est jamais fait, c'est une atteinte à nos droits ». On comprend bien : l'application de la loi est une atteinte au droit.*

*Certains optimistes en conclurent que les syndicats sont enfin mis devant leurs responsabilités, et que le gouvernement aura lancé un avertissement salutaire en associant étroitement la grève et la perte de revenus. Je ferai remarquer que la mesure va frapper les salariés bien plus que les syndicalistes. Ce sont les gens de la base, ceux qui ont suivi les mots d'ordre d'assemblées « générales » manipulées par les marxistes, parce qu'ils ne tenaient ni à se faire remarquer ni à se heurter aux piquets de grève (composés parfois de gens étrangers à l'entreprise). La véritable mise en responsabilité des syndicats consisterait à les assigner devant les tribunaux pour indemniser les victimes des dommages causés par la grève.*

*Dans le courant optimiste, il y a encore tous ceux qui estiment que le dossier du service minimum a enfin avancé. Jean Pierre RAFFARIN a opportunément sauté sur l'occasion, rappelant les engagements pris pendant la campagne par le candidat CHIRAC. On verra...*

*Cette grève aurait donc été la plus belle, mais la dernière que l'on ait vécue en France.*

*Pour ma part, je crois davantage aux lendemains qui chantent.*

*Les syndicats n'ont aucun intérêt à laisser retomber la pression, ils sont devenus les maîtres de la rue et terrorisent les autorités légales, ils voudront continuer. Les moyens de propagande et d'intimidation qu'ils ont sur la masse des fonctionnaires et sur l'opinion publique n'ont pas été entamés.*

*La gauche politique a intérêt à déstabiliser le pouvoir dans la perspective des élections de 2004, bien plus importantes qu'on ne le dit, parce que la majorité dans les conseils régionaux et généraux est une source de financement déterminante.*

*Enfin, le pays n'a que faiblement réagi aux événements récents. Deux tiers des Français sondés disent comprendre les grévistes. Il est vrai qu'il y a eu une ébauche de réaction de la droite dimanche dernier 15 juin, avec quelques dizaines de milliers de manifestants défilant dans Paris. Je salue le courage et l'efficacité de ceux qui en ont pris l'initiative. Se retrouver rue de Rivoli avec tant de jeunes, tant de Français déterminés, scander quelques slogans bien sentis à l'adresse de Blondel : cela a été sûrement un grand moment. Mais quelle en sera la suite politique ? Il a fallu deux millions de manifestants en Juin 1984 pour sauver l'école libre, mais la vraie liberté scolaire n'est toujours pas là !*

*Pour ma part, par expérience ou par déformation professionnelle, je serai davantage satisfait quand les idées de la liberté auront fait leur chemin dans notre peuple et chez nos dirigeants. Comme Keynes et Hayek, je crois que les idées mènent le monde. Voilà pourquoi les libéraux ne peuvent faire l'économie d'une profonde réflexion sur l'état de la société française et les réformes à y opérer. Suivant la tradition, nous ferons cela à la rentrée, dans le cadre de la XXVI<sup>e</sup> Université d'Eté de la Nouvelle Economie. Jusque là je demeure sceptique : il me semble que ce sont les illusions de notre camp qui sont venues s'échouer sur la grève.*

Jacques Garelo

## Conjoncture

### L'ANGLETERRE REPOUSSE L'EURO

La décision a étonné certains de ses partenaires : l'Angleterre a osé dire non à l'euro, du moins dans les circonstances actuelles. Comment peut-on refuser une monnaie aussi unanimement appréciée par les marchés des changes ? Peut-être par amour de la liberté, ce qui permet à l'Angleterre de se porter mieux que ses voisins de la zone euro.

#### Des situations économiques divergentes

On disait Tony BLAIR plutôt favorable à l'euro, mais il a préféré repousser la décision d'adhésion à une date indéfinie et suivre son ministre des finances Gordon BROWN. Celui-ci a exclu officiellement une adhésion immédiate de la Grande-Bretagne à l'euro et s'est contenté d'ouvrir la porte à un éventuel référendum ultérieur, sans préciser de date.

Pour justifier sa décision, le chancelier de l'échiquier a présenté son évaluation des cinq critères économiques fixés en 1997 pour déterminer si l'euro était dans l'intérêt de la Grande-Bretagne. Le premier critère, le plus important sans doute, porte sur la convergence des cycles et des conjonctures économiques. On ne peut avoir des changes fixes et a fortiori une monnaie unique si les situations conjoncturelles sont trop différentes. Sinon, les ajustements se font par des variables réelles et en particulier par l'emploi.

Or les situations économiques sont effectivement sensiblement divergentes, sauf pour l'inflation où les situations sont assez proches : 2% dans la zone euro, 2,5% en Angleterre. Mais les divergences sont fortes pour la croissance. Celle-ci en 2002 a été de 0,8% en moyenne en Europe, alors qu'elle était d'un point au dessus en Angleterre. En 2003, on prévoit 2% au moins en Grande-Bretagne, moins de 1% en Europe (et même une récession en Allemagne).

La divergence porte aussi, plus fortement encore, sur le taux de chômage. Selon les statistiques anglaises, il est à peine de 3,1% dans ce pays, et de 5,1% selon les statistiques harmonisées de l'OCDE. Pendant ce temps, la zone euro connaît 8,8% de chômeurs dans sa population active, et même sensiblement plus de 9% en France et en Allemagne. On comprend que l'Angleterre n'ait pas envie de s'arrimer à un ensemble à la conjoncture aussi médiocre, qui ne pourrait que l'entraîner vers le bas.

### **Une flexibilité plus grande, mais insuffisante**

Ensuite, et cela rejoint le point précédent, le deuxième critère mis en avant par les Anglais est celui de la flexibilité : il faut que les économies soient assez flexibles pour que les chocs ou ralentissements de l'activité puissent être absorbés. Or cette flexibilité est très supérieure en Angleterre à ce qu'elle est sur le continent. C'est une évidence sur le marché du travail, avec la quasi-inexistence du salaire minimum, la flexibilité du salaire et la mobilité des travailleurs (les licenciements sont plus faciles, et de loin, que chez nous, donc les embauches y sont plus rapides). Ne parlons pas des dépenses publiques ou des prélèvements obligatoires : la situation anglaise est beaucoup moins figée.

Or qu'en concluent les Anglais ? Non pas qu'ils sont plus flexibles que nous -ce qui est vrai- mais qu'ils ne sont pas encore suffisamment flexibles à leurs yeux. Autrement dit, ils pensent que pour appartenir avec efficacité à une même zone monétaire, il faut que les ajustements se fassent le plus vite et le mieux possible : il faut être hyper-flexible. Les Anglais veulent aller plus loin dans ce domaine ; on pourrait inverser le raisonnement et en conclure que ce sont les Français ou les Allemands qui, étant donné leurs rigidités, n'auraient pas dû adhérer à la zone euro...

Le troisième critère porte sur l'investissement. L'adhésion du Royaume-Uni à la monnaie unique doit se traduire à long terme par un accroissement des investissements, publics ou privés, qu'ils soient étrangers ou britanniques. Ils considèrent que cette condition n'est pas réunie.

Quatrième critère : les services financiers : l'union monétaire doit améliorer la position compétitive du secteur des services financiers au Royaume-Uni, notamment à Londres. Sur ce point, le chancelier de l'échiquier considère que la condition est remplie, car les services financiers de la City sont largement compétitifs ; ouverts à la concurrence depuis longtemps, ils se sont renforcés.

### **Monnaie unique ou monnaie commune**

Enfin, le dernier critère portait sur le fait que l'union monétaire devait avoir des effets positifs pour le taux d'emploi et la croissance économique, mesurés par les effets sur le commerce extérieur britannique et les différences de prix. Sur ce point, on ne voit pas ce que l'Euro pourrait amener de plus à l'Angleterre : sa politique monétaire actuelle préserve la stabilité des prix et l'absence de frontières douanières est un fait, avec ou sans euro, et favorise ainsi le commerce extérieur.

Le gouvernement britannique réexaminera la situation au printemps 2004 et verra si on peut donner une nouvelle évaluation de ces cinq critères. Ce qui fait la prospérité de la Grande Bretagne, c'est sa grande indépendance qui lui permet de mener des politiques libérales -même avec un gouvernement travailliste-. Ce qui fait son dynamisme, c'est la faiblesse des impôts et des dépenses publiques ou encore la flexibilité du marché du travail. Il n'y a pas besoin de l'euro pour cela.

On se souvient qu'au moment de la création de l'euro, les Anglais avaient refusé la monnaie unique, parce qu'elle constituait un monopole et que le monopole monétaire ne leur semblait pas plus attrayant que n'importe quel autre monopole. Ils avaient suggéré une solution différente, celle de la monnaie commune, qui aurait laissé aux consommateurs et aux épargnants le choix entre monnaies nationales et monnaie européenne, avec des changes flottants entre elles. Comme dans la concurrence monétaire préconisée par F. HAYEK, mais à un degré moindre puisqu'il s'agit de monnaies publiques, ce sont les phénomènes de confiance qui auraient peu à peu sélectionné la ou les bonnes monnaies. L'Europe n'a pas voulu de la concurrence, l'Angleterre ne veut pas du monopole de l'euro. Elle a plutôt choisi la liberté et, pour l'instant, cela lui réussit plutôt bien.

## **LA REFORME DES RETRAITES : EST-CE LA BONNE ?**

*Le colloque de l'ALEPS sur le thème des réformes faites ou non faites par le gouvernement RAFFARIN ne suscitait aucun enthousiasme s'agissant de la réforme de l'Etat, de l'emploi ou de l'éducation. Les retraites : voici au moins un domaine où nos dirigeants font parler d'eux et ont déclenché la tempête sociale. Mais est-ce la bonne réforme ? Question que se posait Nicolas MARQUES, universitaire et financier.*

### **Nicolas MARQUES : CE QUE LES GENS NE SAVENT PAS SUR LA REPARTITION ET LA CAPITALISATION**

Le Président et le gouvernement ont solennellement réaffirmé leur attachement aux retraites par répartition. Voilà au moins un consensus avec les syndicats. C'est dire qu'il y a un commun aveuglement, une commune ignorance sur la capitalisation. Répondons à quelques interrogations sur le passage à la capitalisation.

Est-ce nécessaire ? Oui, parce que la répartition est condamnée compte tenu de la répartition actifs/retraités. Le rapport TEULADE a nié cette évidence et a estimé que l'on pouvait s'en sortir par de simples transferts de charges. Transferts sur les jeunes ? Mais le coût des retraites est démesuré par rapport à l'effort supplémentaire qu'on demanderait aux jeunes. Et quelles retraites auraient-ils à leur tour ? Transferts sur les actifs ? Le rapport TEULADE estime que l'élimination du chômage est facteur de rééquilibrage. Mais si il y a tant d'actifs inemployés c'est parce que les charges sociales sont déjà trop élevées. De la même façon il y a impossibilité économique à un transfert sur les employeurs, les riches ou les contribuables (solution aujourd'hui prônées par la gauche).

Est-ce intéressant ? Oui, bien sûr. La différence est radicale entre la répartition et la capitalisation. La répartition est une simple transmission des uns aux autres : l'argent n'est pas si tôt entré qu'il ressort. La capitalisation permet de faire fructifier l'argent en le plaçant. Là où il faut 100 euro en répartition pour avoir 100 euros de retraites, il faut 30 euros en capitalisation. Ce surplus financier est donc de nature à compenser le surplus de retraites à payer compte tenu du vieillissement de la population.

Est-ce risqué ? Les adversaires de la capitalisation agitent sans cesse l'épouvantail d'Enron, de la crise de 29, etc. En fait, l'argent placé est investi directement ou indirectement dans une entreprise. Confiriez vous votre épargne à votre employeur ? Oui, bien sûr, car si l'on a peur de perdre son capital on devrait aussi avoir la peur de perdre son emploi. De plus, la capitalisation permet une diversification des placements. Ce sont souvent les Etats qui ont ruiné l'épargnant en investissant dans des entreprises publiques (chemins de fer par exemple). Les « fonds d'Etat » n'offrent aucune sécurité supplémentaire, tant s'en faut. L'observation des placements boursiers en actions pour des portefeuilles librement constitués permet de conclure à une rentabilité de 6% en Europe. Quant à la sécurité juridique, elle est totale pour la quasi-totalité des placements, les débordements et malversations concernent moins de 1% de la capitalisation. Le non remboursement de la dette publique et surtout de la dette sociale est hélas bien plus fréquent.

Est-ce juste ? On prétend fréquemment que les pauvres ne peuvent pas capitaliser. A l'heure actuelle, quelqu'un qui a un revenu salarié de 9700 francs par mois aura droit à une retraite en moyenne de 3200 francs et aura versé 8 millions de cotisations. Il aurait pu, en capitalisation, avoir 35000 francs par mois. Où est l'injustice ?

Est-ce possible ? Oui encore, oui enfin. Le passage à la capitalisation a été pratiqué dans un grand nombre de pays. Aujourd'hui plus de 50% des retraites des Anglais sont en capitalisation. Evidemment dans un premier temps les gens ont l'impression de payer deux fois. Mais au bout de quelques années les droits acquis en capitalisation sont supérieurs ou égaux à ceux que leur apporte la répartition.

## LE FUTUR DE LA LIBERTE LE ROLE DES UNIVERSITES ET DES SOCIETES SAVANTES

*Une nouvelle Université d'Eté s'annonce, une autre se termine. Voici en effet les tout derniers moments de la XXV<sup>e</sup> Université d'Eté qui se proposait de faire le bilan de la liberté vingt cinq ans après sa création et de s'interroger sur le futur de la liberté. Au cours de la séance de clôture du Mercredi 4 septembre 2002, le rôle des Universités et des Sociétés savantes (une traduction française pour « think-tanks ») était évoqué par ceux qui ont été et sont encore les pionniers et les artisans de la pensée libérale dans le monde.*

### **Christian WATRIN : La Société du Mont Pèlerin au cœur de la pensée libérale**

La Société du Mont Pèlerin (MPS) a été créée en Avril 1947 dans un hôtel situé sur la colline du Mont Pèlerin qui domine Vevey et le lac Léman. C'était une initiative d'HAYEK qui a invité une quarantaine d'intellectuels libéraux venus de toutes parts à se réunir pour réfléchir ensemble aux problèmes d'une société de libertés. Ces pères fondateurs avaient la conviction que les sociétés libres avaient plus de chance de succès que les sociétés communistes centralisées de l'époque. Une conviction héritée d'Adam Smith qui avait montré l'échec de ce qu'il appelait le système mercantiliste alors que l'on pouvait attendre de la décentralisation et de la dépolitisation de l'économie qu'elles engendrent la richesse des nations et la liberté individuelle. En 1947 un grand nombre d'intellectuels (notamment d'économistes) étaient acquis aux idées du socialisme, de la sociale-démocratie, voire même du communisme, et considéraient le libéralisme comme une doctrine du XIX<sup>e</sup> siècle. MISES et HAYEK avaient au contraire prédit l'échec de la planification et de l'économie dirigée, et montré que le libéralisme était la meilleure réponse aux problèmes de la société contemporaine.

Mais comment quarante personnes, maintenant quatre cents, peuvent-elles avoir une influence sur le cours des événements ? Les intellectuels de la MPS se considèrent comme membres d'une académie de philosophie politique et sociale, d'économie politique, de sociologie au service de la liberté personnelle et de la société ouverte. Nous ne constituons pas un groupe de pression politique. Nos rencontres sont conçues comme des séminaires académiques, et non comme des réunions politiques. Notre rôle a été d'enseigner mais pas de prêcher. Notre but est de produire des idées, et pas des révolutions (à la différence des marxistes). Nous voulons changer la société non pas à travers une action politique directe, mais en changeant les idées qui circulent. De la sorte nos débats sont strictement internes, et ne sont pas publiés, il n'y a pas de conférence de presse, même si des journalistes, à titre personnel, sont membres de la Société. Nos figures de proue sont les libéraux écossais du XVIII<sup>e</sup> siècle, comme David Hume ou Adam Smith. Ceux qui les prolongent aujourd'hui sont Milton Friedman, George Stigler, James Buchanan, Gary Becker et bien sur Hayek : tous ont été présidents de notre MPS et ont reçu le prix Nobel d'économie.

L'influence de la Société se traduit au niveau de l'action politique (à travers les idées). L'exemple le plus spectaculaire est sans doute celui du « miracle allemand » conduit par Ludwig Ehrard à partir de 1948. Le ministre des Finances puis Chancelier de la République Fédérale était membre de la MPS. L'économie allemande est finalement celle qui s'est relevée le plus vite de la deuxième guerre mondiale, le chômage y avait disparu et la croissance y était très rapide. Ce succès annonçait la victoire prochaine des idées de liberté économique sur celles de la planification, alors même que Khrouchtchev prétendait que l'URSS aurait rattrapé les Etats Unis avant la fin du XX<sup>e</sup> siècle (dix ans plus tard le mur de Berlin tombait).

Une autre influence de la MPS a été la naissance de ces fameux «thinks tank» (je n'aime pas l'expression trop militaire à mon goût). Ces instituts de recherche et de diffusion de la pensée ont convaincu des millions de personnes des bienfaits du libéralisme et de l'économie de marché. Leur souche commune est certainement l'Institute of Economic Affairs de Londres (dont parlera Lord Harris of High Cross), ils sont aujourd'hui plus de 250 dans le monde, présents dans tous les pays à l'exception de Cuba et la Corée du Nord. A la différence des très nombreuses ONG qui s'attachent à des sujets spécifiques (environnement, tiers monde, etc.) et qui les isolent d'un choix de société, nos instituts, même spécialisés, situent leur action et leur réflexion dans le cadre plus large des principes qui doivent régir une société libre, seule capable de résoudre les problèmes universels.

## Lord Harris of High Cross : L'IEA dans la bataille des idées

Sur un point, Hayek était d'accord avec Keynes : les idées mènent le monde. Keynes précisait : « *Les hommes politiques qui se croient affranchis de toute influence intellectuelle sont habituellement les esclaves de quelque économiste défunt* ». Hayek a étudié avec précision les raisons qui poussaient les intellectuels vers le socialisme. Pour lui les intellectuels comprennent les journalistes, les enseignants, les ministres, les docteurs, les éditeurs, les auteurs et même les artistes. Pourquoi ces gens sont-ils à ce point attirés par le socialisme ? La réponse de Hayek est sans complaisance : parce qu'ils n'ont pas les talents suffisants pour s'intégrer dans la société traditionnelle, et qu'il leur est plus facile de se situer dans une abstraction. Ils ne peuvent pas avoir leur place dans un univers conservateur, donc ils la recherchent dans une construction utopiste. Et leurs adversaires naturels deviennent en effet ceux qui essaient de cultiver leurs talents dans le cadre actuel de la société. Hayek a voulu inverser cet état de fait, et attirer les intellectuels hors du socialisme.

Il y a réussi avec la fondation de l'IEA. Un grand chef d'entreprise, membre de la MPS, a été à l'origine de cet institut : il s'agit d'Antony FISHER, « le roi du poulet ». Il m'a demandé en 1958 de créer et diriger un institut avec Arthur SELDON comme directeur des recherches. Pendant trente ans, l'IEA a publié des études, des ouvrages, des argumentaires en vue de faire connaître les fondements de l'économie de marché et leur application dans un très grand nombre de problèmes : éducation, sécurité sociale, environnement, emploi, monnaie, commerce, etc. Alors qu'en 1958 tous les partis anglais étaient acquis au socialisme (y compris le parti conservateur) les idées de la liberté ont peu à peu progressé, et ma grande satisfaction a été la victoire de Margaret THATCHER. A ce moment, HAYEK a estimé que l'IEA avait pleinement assumé son rôle, et Madame Thatcher à son tour a déclaré qu'elle nous devait son succès : « Rien n'aurait été possible sans les valeurs et la foi qui nous ont mis sur la bonne route ». Aujourd'hui, sous la direction de John BLUNDEL, l'IEA continue à être présent dans la bataille des idées, mais il n'est plus le seul : grâce à Anthony FISHER toujours, fondateur quelques années plus tard d'Atlas Foundation, c'est un réseau complet d'instituts libéraux qui se sont développés dans le monde entier.

---

*Cette semaine, la rédaction de la Nouvelle Lettre se propose de vous faire découvrir le programme de la XXVI<sup>e</sup> édition de l'Université d'Eté de la Nouvelle Economie qui aura lieu à Aix en Provence du 31 Août au 3 Septembre. Pour cette raison, il ne nous est pas possible de développer davantage l'actualité qui nous fait réfléchir. Vous pouvez toutefois consulter cette rubrique en ligne sur le site [www.libres.org](http://www.libres.org).*

**XXVI° UNIVERSITE D'ETE DE LA NOUVELLE ECONOMIE**

**31 août – 3 septembre**

**PERSPECTIVES DE LA CONCURRENCE**

Mondialisation, élargissement de l'Europe : après un siècle de protectionnisme et de guerres économiques l'heure de la concurrence a-t-elle enfin sonné ?

Pour certains, ce serait le glas de la justice sociale et de la souveraineté nationale : la concurrence c'est la victoire du fort sur le faible, elle détruit les droits acquis et les valeurs traditionnelles. Le moins qu'on puisse faire c'est de la réglementer, de la contrôler.

Pour d'autres la concurrence généralisée peut ouvrir une ère de prospérité : les progrès vont se diffuser parce que chacun devra s'aligner sur les plus performants, le consommateur aura le choix, le pouvoir d'achat augmentera grâce à la baisse des prix. Il faut donc libérer la concurrence, non seulement en abaissant les frontières entre nations, mais aussi en brisant les monopoles publics et les réglementations dirigistes.

Le débat sur la concurrence est donc au cœur de l'actualité économique. Mais derrière ce débat il y a une interrogation plus fondamentale : ce siècle sera-t-il celui de l'uniformité, de l'alignement sur un modèle unique, ou celui de la diversité et de la libre coexistence ?

Sans doute les hommes sont-ils aujourd'hui amenés à communiquer, à échanger avec une fréquence et une facilité déconcertantes. Mais cela va-t-il creuser des fossés et provoquer des tensions, ou favoriser la convergence et la mutuelle compréhension ? Concurrence-guerre ou concurrence-harmonie ?

On peut alors se demander si la question de la concurrence ne va pas très au-delà des lois du marché, pour se poser dans bien des domaines : concurrence entre les institutions, entre les Etats et leurs politiques, concurrence dans l'éducation, dans les règles morales.

Voilà l'essentiel des thèmes sur lesquels économistes, philosophes, politologues et historiens débattront durant cette vingt-sixième Université d'Eté, en associant à leurs travaux des personnalités du monde politique, économique, religieux, et des étudiants venus de plus de vingt pays différents, eux aussi en quête d'un monde de progrès, de justice et d'harmonie.

L'Université d'Eté débutera le dimanche 31 août 2003 par un dîner d'ouverture pour se terminer le mercredi 3 septembre.

**DIMANCHE 31 AOUT 2003**

Cocktail de bienvenue et Dîner d'ouverture (Grand Hôtel Roi René)

Professeurs Pierre Garello, Co-Directeur de l'Université d'été,

Mario Rizzo : *Comprendre la concurrence*

Enrico Colombatto, *La nécessité d'une concurrence fiscale en Europe*

**LUNDI 1 SEPTEMBRE 2003**

Qu'est ce que la concurrence ?

Pr. Mario Rizzo - Pascal Salin

Concurrence et fiscalité

Pr. Lars Feld - Victoria Curzon Price

*Séminaires de l'après-midi :*

La politique de la concurrence : Radu Nechita, A.P. Weber

Competing with the EU countries : Kurt Leube, Jakob Breadstrup

La charge fiscale en France : Benoîte Taffin

Competition : a view from the US : John Fund

## MARDI 2 SEPTEMBRE 2003

Concurrence monétaire

Pr. Gerald O'Driscoll – Jean Pierre Centi

Pr. Jesus Huerta de Soto

Concurrence des droits

Pr. Tom Palmer - Baudouin Bouckaert

*Séminaires de l'après-midi :*

Les tribulations monétaires des PECE : Nikolay Nenovsky

A Constitution for the EU ? : Angelo Petroni

Should UK join Euroland ? : Lord Ralph Harris

Harmoniser le droit en Europe : Joseph Pini, Philippe Stoffel-Munck

Law Harmonization in EU : Baudouin Bouckaert

## MERCREDI 3 SEPTEMBRE 2003

Concurrence et exclusion

Nicolas Marquès - James Tooley - Gregory Rehmke

Concurrence et justice

Robert Sirico - Jacques Garello

*Séminaires de l'après-midi :*

L'éducation en France : Philippe Némó

Private education, Home schooling : Seldom Richman

Réformes sociales en France : Bertrand Lemennicier, Georges Lane

*Frais d'inscription à la XXVI<sup>e</sup> Université d'Eté : 50.00 € (25.00 € pour les étudiants)*

*Réservation d'une chambre en Cité Universitaire : 38.00 € (4 nuits)*

*Participation au dîner d'ouverture : 60.00 €*

*Toutes les informations sont disponibles sur le site internet de l'Aleps : [www.libres.org](http://www.libres.org)*

*Vous y trouverez également un bulletin d'inscription à retourner au secrétariat de l'Université d'Eté  
(3 avenue Robert Schuman, 13628 Aix en Provence Cedex 1)*

---

## **AU SOMMAIRE DU N°758 :**

**EDITORIAL :** Echoués sur la grève pp. 1-2

**CONJONCTURE :** L'Angleterre repousse l'Euro pp. 2-3

**ACTUALITÉ QUI NOUS FAIT RÉFLÉCHIR :** La réforme des retraites : est-ce la bonne ? p. 4

**SPÉCIAL UNIVERSITÉ D'ÉTÉ :** Le futur de la liberté : le rôle des Universités et des Sociétés savantes  
pp.5-6 - XXVI<sup>e</sup> Université d'Eté de la Nouvelle Economie : perspectives de la concurrence pp. 7-8

**ABONNEMENT DE 1 AN (40 Numéros) : €30.00.**

**ABONNEMENT DE SOUTIEN (UN AN) : €92.00.**

**LIBERTE ECONOMIQUE ET PROGRES SOCIAL**

35 Avenue Mac Mahon - 75017 PARIS - Tél. : 01 43 80 55 18

[www.libres.org](http://www.libres.org)